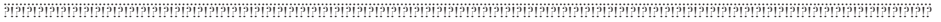




Les Notes de l'Institut Diderot

# À propos du revenu universel

ALEXIS FEERTCHAK  
GASPARD KOENIG



ALEXIS FEERTCHAK  
GASPARD KOENIG

# À propos du revenu universel

JUIN 2017

Les Notes de l'Institut Diderot

---

## Retrouvez les publications sur la thématique en libre accès sur [www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)

- L'avenir de la croissance (Bernard Stiegler)
- L'avenir de la population française (François Héran)
- L'avenir du capitalisme (Bernard Maris)
- L'avenir de la dépendance (Florence Lustman)
- L'avenir de l'économie sociale (Jean-Claude Seys)
- L'avenir de l'hôpital public (Bernard Granger)
- L'avenir de la politique industrielle française (Louis Gallois)
- L'avenir du travail (Dominique Méda)
- L'avenir de la mondialisation (Jean-Pierre Chevènement)
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté (François Chérèque)
- L'avenir de l'organisation des entreprises (Guillaume Poittrinal)
- L'avenir des inégalités (Hervé Le Bras)
- L'avenir du travail à l'âge du numérique (Bruno Mettling)
- Réinventer le travail sans l'emploi (Ariel Kyrrou)

---

# SOMMAIRE

## PRÉFACE

Jean-Claude Seys

p. 7

## À PROPOS DU REVENU UNIVERSEL

Débat entre Alexis Feertchak et Gaspard Koenig

p. 11

## LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

p. 35

---

# PRÉFACE

Le grand public a découvert l'expression « revenu universel » à l'occasion de la campagne présidentielle de 2017 sans que lui soit exposé le sens et la portée du concept.

Présenté comme un moyen de lutter contre le chômage, modifié au fil du temps par le candidat du Parti socialiste qui en portait le projet, cette proposition a finalement été perçue comme un gadget social destiné à attirer l'électeur.

Les réflexions de Gaspard Koenig et Alexis Feertchak mettent en évidence le caractère novateur et disruptif de cette innovation sociale au potentiel important. Une innovation que l'on peut souhaiter ou rejeter mais en aucun cas ignorer.

Le principal avantage du revenu universel paraît être de faire éclater la conception du travail ancrée dans les esprits depuis la révolution industrielle.

Véritable dogme, je le résume en quatre points.

Premièrement, le travail serait nécessaire pour augmenter les ressources de la collectivité. Il s'agirait donc d'une nécessité pratique, si impérieuse, qu'elle en deviendrait une obligation morale.

Deuxièmement, le travail serait le vecteur de l'insertion sociale. Qui ne travaille pas serait donc un marginal ; les lieux de travail (usines, mines, chemin de fer etc...) étaient de véritables communautés auxquelles chacun était attaché sa vie durant.

Troisièmement, le travail favoriserait le développement personnel, c'est-à-dire l'accès à des tâches plus attrayantes ainsi qu'à des responsabilités favorisant un positionnement social avantageux.

---

Enfin, le travail serait un remède à l'oisiveté, réputée mère de tous les vices. Les dirigeants ont toujours vu, en effet, les masses oisives comme un risque de trouble.

Aujourd'hui, nous savons que la réalité ne cadre plus avec ce dogme. En effet, le travail n'est plus aussi indispensable que dans le passé. L'état de la nécessité s'est élargi et beaucoup considèrent qu'il faudrait limiter la croissance afin d'épargner les ressources naturelles de notre planète.

La productivité s'est accrue et, d'après l'OCDE, celle de notre pays s'avère supérieure à la moyenne des pays développés, et même des pays très développés (G7). La logique voudrait donc que nous réduisions le temps de travail nécessaire pour une production donnée et/ou équivalente.

Enfin, sans parler de la robotisation, l'ubérisation de l'économie favorisera inmanquablement le transfert des tâches vers les consommateurs et les échanges entre eux au détriment du travail rémunéré.

Aujourd'hui, le travail n'est plus l'intégration sociale qu'il fut pendant longtemps. La précarisation, le nomadisme, l'obsolescence des métiers, la fragilité des entreprises, ne permettent plus d'être membre d'une communauté de travail pérenne que renforçait, autrefois, un habitat rapproché des lieux de travail. Dans le même temps, le travail pour soi se trouve valorisé. Le niveau des prélèvements obligatoires rend attrayant le travail pour soi-même et d'auto-consommation qui sont aussi sources de valorisation et de liens sociaux à travers des collectivités collaboratives.

On considère désormais que le travail a perdu son importance dans le développement personnel, même si c'est plutôt la perception que le phénomène qui a changé car les ouvriers spécialisés (OS) travaillant à la chaîne n'avaient que rarement le sentiment d'épanouissement, sauf cas exceptionnel. Le travail était lié à la survie. Pour les cadres, la spécialisation outrancière des tâches et la banalisation du statut favorisent le désenchantement. Dans le même temps, l'aisance relative décroît l'utilité marginale du revenu alors que s'accroît l'utilité marginale du temps libre du fait du travail du conjoint et des contraintes de la vie quotidienne.

---

Aujourd'hui, on le voit, absence de travail n'est plus synonyme d'oisiveté. Les sollicitations sont nombreuses et la « mère de tous les vices » cesse d'être considérée comme un risque social alors qu'il devient possible de « survivre » sans pour autant travailler.

Le revenu universel ne peut ni arrêter les révolutions sociales ou technologiques, ni remédier à la totalité des problèmes. En revanche, il permet de prendre acte de la fin de la société de la rareté et pourrait permettre à chacun de s'engager dans une recherche d'épanouissement personnel au-delà de l'idée de croissance économique. Le PIB, nous le savons, ne mesure pas tout. Il ne prend pas en compte, par exemple, l'épuisement des ressources non renouvelables, la production domestique, ni même la production illicite, ni certains facteurs essentiels au bien être alors que ce dernier est la finalité même de l'économie.

Du Revenu d'Existence (Yoland Bresson) à l'impôt négatif (Milton Friedman), en passant par le revenu minimum garanti (René Passet), l'idée d'attribuer à tout citoyen une part de la richesse commune gagne de plus en plus d'économistes. Il pourrait être utilement accompagné par le développement du travail à temps-partiel, source de temps personnel devenu rare du fait des trajets domicile/travail. Il permettrait également de favoriser la flexibilité et une meilleure utilisation du capital technique pour l'employeur.

Enfin, si un revenu universel ne peut pas réduire significativement les grandes inégalités caractéristiques des économies modernes, il réduirait sensiblement les inégalités moyennes, moins choquantes mais finalement plus lourdes de conséquences. Ce que l'on peut illustrer ainsi : si une moitié de la population reçoit une fois et demie le revenu moyen, l'autre moitié n'en obtient que 50 % et une partie tombe sous le seuil de pauvreté.

Il me faut conclure sur le point qui suscite le plus de scepticisme. Je veux parler du coût d'une telle mesure. À partir de quel niveau de développement, un revenu universel deviendrait-il possible ? J'entends par là soutenable pour la collectivité et suffisamment élevé pour permettre de vivre raisonnablement.

Le véritable coût n'est pas le montant des revenus distribués puisque sa mise en place devrait coïncider avec une réforme de la fiscalité et des prestations

---

sociales. Il s'agirait en fait d'un transfert supplémentaire entre une population aisée et une population qui l'est moins, qui serait insoutenable dans un pays émergent à forte population jeune et souvent au chômage, mais nettement moindre dans un pays développé.

Ce dialogue, je l'espère, permettra de répondre à la question.

Jean-Claude Seys  
Président de l'Institut Diderot



---

# À propos du revenu universel

**Gaspard Koenig** : Il est important, quand on parle du revenu universel, de commencer par distinguer entre ses différentes versions. Je voudrais me concentrer ici sur deux d'entre elles. La première est celle défendue par le candidat socialiste à l'élection présidentielle : la version technologique. Celle-ci justifie le revenu universel au nom des gains de productivité et de la raréfaction du travail amenés par la révolution numérique, l'automatisation et les progrès de la robotique. La seconde est la version libérale, qui connaît différentes variantes. J'en développerai deux : la variante friedmanienne, modifiée et formalisée par Anthony Atkinson, dont nous nous sommes inspirés, à Generation-Libre, pour le LIBER <sup>1</sup>, et la version de Philippe Van Parijs, plus ambitieuse, qui me paraît extrêmement intéressante sur le plan philosophique.

La version technologique est très populaire dans la Silicon Valley. Mais elle est loin d'être neuve. Aristote disait déjà, au livre I des *Politiques*, que si les navettes pouvaient tisser toutes seules, il n'y aurait plus besoin d'esclaves. Ce fantasme d'une fin du travail réapparaît à chaque révolution technologique – l'humanité va désormais pouvoir vivre du travail des machines et des robots. Cela a été le cas avec la révolution agricole. Cela a aussi été le cas avec la révolution industrielle : Paul Lafargue dit explicitement dans *Le droit à la paresse* que le rêve d'Aristote est devenu réalité. On peut aussi penser, un peu plus tard, à quelqu'un comme le banquier et homme politique Jacques Duboin, inventeur de l'« économie distributive ». Il n'est donc pas étonnant que ce thème réapparaisse à notre

---

1. Voir <http://www.revenudexistence.org/doc/un-LIBER-pour-tous.pdf>, suivi d'un second volume publié en janvier 2017, consultable sur : [http://www.revenudexistence.org/doc/LIBER-II\\_VF.pdf](http://www.revenudexistence.org/doc/LIBER-II_VF.pdf).

---

époque, et celui qui l'a le mieux mis en musique, c'est Jeremy Rifkin, en 1995, dans *La fin du travail*, qui soutient que celle-ci aboutira à la mise en place d'un revenu minimum universel.

Le mode de financement, naturellement, sera très différent selon la version du revenu universel retenue. Dans la variante technologique, puisque ce qui fonde ce revenu est le fait que les robots vont remplacer les hommes, son financement doit se faire en taxant ceux-ci. On peut imaginer, par exemple, de leur verser un salaire fictif pour ensuite prélever dessus l'impôt et les cotisations. L'humanité tire ainsi par ce moyen une rente de l'augmentation de la productivité liée à l'automatisation sous ses différentes formes.

La justification technologique du revenu universel est liée, selon moi, à deux choses. Premièrement, une peur sociale. On peut deviner chez Aristote la crainte d'une révolte des esclaves. Pour Rifkin, il est nécessaire de donner ce revenu universel si l'on ne veut pas voir le capitalisme exploser. C'est aussi très net chez les gens de la Silicon Valley, chez quelqu'un comme Elon Musk, par exemple : si ces gens-là sont séduits par le revenu universel, c'est qu'ils estiment qu'il faut absolument donner un coussin de sécurité aux gens dont ils sont en train de voler l'emploi avec la robotisation, pour éviter que leurs têtes se retrouvent sur des piques.

Un récent article du *New Yorker*<sup>2</sup> le montre très bien : tous ces milliardaires se construisent des abris atomiques, ont toujours un jet privé prêt à partir pour la Nouvelle-Zélande, et pas seulement, comme cela a toujours été le cas, par peur d'une épidémie, d'une catastrophe naturelle, des Russes, etc., mais d'une révolte sociale dont ils feraient les frais. La version technologique est aussi liée, deuxièmement, à l'idée, qu'on retrouve chez Benoît Hamon, de la raréfaction du travail. Or je crois qu'il y a de bonnes raisons aujourd'hui de rester schumpétérien. On peut admettre que le travail mute, que le salariat ne représentera probablement plus sa forme dominante, sans épouser pour autant le thème de la fin du travail. Défendre le revenu universel au nom de celle-ci est, selon moi, une mauvaise façon de le présenter. Il faut déconnecter revenu universel et fin du travail.

---

2. Evan Osnos, « Doomsday Prep for the Super-Rich », *The New Yorker*, 30 janvier 2017.

---

Il existe en effet, comme je l'ai dit, d'autres versions du revenu universel. En particulier, une version libérale, que je distingue très nettement de sa version technologique. Cette version libérale a une longue histoire derrière elle. Car les libéraux ont toujours essayé de trouver un moyen de lutter contre la pauvreté, mais à leur façon, c'est-à-dire d'une manière qui ne soit pas paternaliste, ou le moins possible. Adam Smith, dans cet esprit, soutenait la charité privée. En ce qui concerne le revenu universel, on le retrouve ainsi dans la deuxième édition des *Principes d'économie politique* de John Stuart Mill, en 1846. Il est aussi présent, un siècle plus tard, chez Hayek. Dans *La route de la servitude*, Hayek défend un dispositif de ce genre qui permettrait aux gens de survivre sans avoir à passer par un maquis de programmes sociaux voués à l'échec. Mais c'est avec Milton Friedman et l'idée d'un impôt négatif sur le revenu, au chapitre 12 de *Capitalisme et liberté*, qu'apparaît vraiment une version libérale et élaborée du revenu universel. Que dit Friedman ? Que puisqu'il faut bien lutter contre la pauvreté, alors la meilleure manière de le faire est de verser une somme à chaque individu, sans condition. Il s'agit donc d'un revenu universel, individuel et inconditionnel, qui permet ensuite à chacun de faire ses propres choix au sein d'une économie de marché. Pour financer ce dispositif, il faut taxer les revenus de l'individu, avec un impôt négatif pour ceux qui se situent en deçà d'un certain seuil.

Nous proposons, pour notre part, la combinaison suivante, qu'on ne retrouve pas vraiment chez Friedman, mais qui a été formalisée par Anthony Atkinson : associer l'impôt négatif de Friedman et une *flat tax*, elle aussi universelle. Le système est donc le suivant : à la fin de chaque mois, vous payez l'impôt que vous devez au titre de la *flat tax* et vous touchez le crédit d'impôt, identique pour tous, auquel chaque citoyen a droit inconditionnellement. Tout le monde paye la taxe, au même taux, et tout le monde touche le même crédit d'impôt. Au total, pour certains, le solde sera positif. Pour d'autres, il sera négatif, auquel cas il s'agit tout simplement d'un paiement de l'impôt, calculé autrement.

Quelqu'un qui avait bien analysé la portée d'un tel dispositif, c'était Michel Foucault. Tout un passage de *Naissance de la biopolitique*, le cours qu'il a donné au Collège de France en 1979, est consacré à l'impôt négatif. Celui-ci n'était pas inconnu en France : depuis le début des années 70, Lionel Stoléru en faisait la promotion, avec notamment la publication en 1974 du rapport Stoffaës et

---

de *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*. Foucault commente donc l'idée d'impôt négatif <sup>3</sup>, et souligne deux choses. Premièrement, que cette idée d'un revenu de base constitue une révolution dans les politiques sociales mises en place en Occident depuis deux siècles. Foucault voit bien la force et le caractère radical de cette idée. Ensuite, qu'un revenu universel présente des vertus antibureaucratiques et antidisciplinaires. La question de la discipline étant un sujet éminemment foucauldien, on voit bien qu'il existe des accointances entre *Surveiller et punir* et *Capitalisme et liberté*, à propos d'une aide aux pauvres qui ne les humilierait pas, qui ne les inscrirait pas dans des systèmes contraignants, administratifs – des systèmes qui, par ailleurs, créent des *insiders* et des *outsiders*, des gens qui en profitent trop et des gens qui n'en bénéficient pas du tout.

L'impôt négatif de Friedman n'est toutefois pas la seule version libérale du revenu universel. Je pense bien évidemment au travail de Philippe Van Parijs, qui a développé une variante « réal-libertarienne » (*reallibertarian*) du revenu universel, qui est vraiment passionnante. J'ai même tendance, à titre personnel, à la faire mienne, même si, à GenerationLibre, le dispositif que nous proposons, à l'aide d'économistes et de juristes afin qu'il soit viable et applicable, est différent : il correspond au schéma de Friedman et d'Atkinson, avec un impôt négatif et une *flat tax*, pour la raison notamment que ce dispositif est actuellement réalisable en France. C'est d'ailleurs pour cette raison que les responsables politiques, en France, commencent à s'y intéresser. À gauche, avec Benoît Hamon, qui a repris cette idée dans sa variante « technologique » avant de la diluer et, en fait, de l'abandonner. À droite, avec par exemple Nathalie Kosciusko-Morizet, qui avait repris notre dispositif, au centime près. L'idée fait donc son chemin, à gauche comme à droite. Même si elle est encore difficile à faire accepter par la population française, elle est en train de mûrir.

La version friedmanienne de la conception libérale reste néanmoins réactive au sens où, c'est très net quand on lit *Capitalisme et liberté*, l'idée est de dire que le revenu universel n'est jamais qu'un pis-aller, quelque chose qu'il faut bien mettre en place pour lutter contre la pauvreté, et qui n'est que cela. D'un point de vue philosophique, la version proposée par Philippe Van Parijs, dans un

---

3. Voir *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard/Seuil, coll. « Hautes études », 2004, p.208-213.

---

livre très fort, *Real Freedom for All*, me semble donc bien plus intéressante, car elle est fondamentalement positive : le revenu universel n'est pas une simple rustine visant à lutter contre la pauvreté, il constitue le socle de la vie en société, parce qu'il permet de promouvoir l'autonomie individuelle. C'est tout le pari des *real* ou *left libertarians* : à partir de l'idée que la liberté ne vaut pas sans les moyens de l'exercer, montrer que la vieille idée libérale de liberté négative doit être combinée avec une dose de liberté réelle, avec la capacité d'exercer vos choix librement, que ce soit par l'éducation ou par le revenu universel. C'est en glissant ainsi de la liberté à l'autonomie qu'on fait du revenu universel une pierre constitutive d'un système social.

La différence entre Friedman et Van Parijs apparaît clairement quand on compare leur position sur le montant et le devenir du revenu universel. Pour Friedman, étant donné que le revenu universel n'est qu'un pis-aller pour éviter la misère, il doit être le plus faible possible. Il a, de plus, vocation à disparaître à mesure que la société s'enrichit. À terme, pour Friedman, le crédit d'impôt doit s'évaporer dans une société devenue suffisamment riche pour que chacun paye plus d'impôt qu'il ne reçoit de crédit d'impôt.

Or c'est tout l'inverse pour Van Parijs. Le montant du revenu universel doit être le maximum soutenable, à condition de respecter les libertés formelles et de ne pas aboutir à un appauvrissement de la société, qui par ailleurs conduirait à une diminution du revenu universel. Je signale au passage que Van Parijs est donc tout à fait réaliste : il n'ignore pas que dans beaucoup de pays, à l'heure actuelle, ce montant soutenable se chiffre à zéro. Mais le point essentiel est que, pour lui, à l'inverse de Friedman, le revenu universel devient de plus en plus important à mesure que la société s'enrichit, que la civilisation progresse. Pourquoi ? Parce que, selon lui, le but de la société, la seule valeur commune, c'est précisément de permettre à l'individu de devenir autonome, de choisir ses propres valeurs, de définir librement ce qu'est la vie bonne. On a ainsi chez Van Parijs une dialectique de l'individu et de la société où celle-ci a pour seul rôle de permettre à l'individu de s'en affranchir.

C'est le principe de la réponse de Van Parijs à la fameuse objection de Rawls, celle du surfeur de Malibu. Pourquoi, demande Rawls, faudrait-il que la société paye quelqu'un qui aurait décidé de passer ses journées à faire du surf sans rien

---

donner en échange ? À cela, Van Parijs répond, dans un article célèbre, qu'« il faut nourrir les surfeurs »<sup>4</sup>. Tout d'abord, parce que, de toute façon, très peu de gens choisiront de ne pas du tout travailler. C'est une réponse empirique, qui me semble juste : toutes les expériences de revenu universel qui existent, y compris en Inde, montrent que le taux d'activité ne diminue pas. Mais surtout, et cet argument me semble le plus fort, Van Parijs soutient que le rôle de la société est de permettre à chaque individu de faire le choix de vie qu'il désire, même quand ce choix consiste à ne pas exercer un travail rémunéré. Il faut donc faire en sorte que même le surfeur de Malibu reçoive un revenu. Ceci implique de déconnecter le revenu du travail. Si étrange que cela paraisse il faut bien voir que les deux ne sont pas nécessairement liés. L'idée que la seule source légitime de revenu est le travail est en fait assez récente dans notre histoire ; elle n'a que trois ou quatre siècles au plus.

Je voudrais, pour finir, revenir sur la question de la technologie et de la mutation du travail. Il faut tenir ensemble deux idées. Premièrement, que la transition vers l'économie numérique, ou vers l'économie collaborative, n'est pas fondamentale pour le revenu universel : les arguments libéraux en sa faveur, ceux de Friedman par exemple, valent avec ou sans transition vers l'économie numérique. Mais il est vrai, deuxièmement, que le passage, non pas vers la fin du travail, qui reste à démontrer, mais vers la fin du salariat qui est, elle, beaucoup mieux documentée, rend ce système d'autant plus nécessaire. Car nos systèmes sociaux sont fondés sur le salariat, le plein emploi à vie. Or dans un monde où chacun passe constamment du travail au non-travail, où les aller-retours entre activité et non-activité sont fréquents, où au partage binaire entre emploi et chômage se substitue toute une gradation de l'activité, le revenu universel, dans sa version friedmanienne, devient particulièrement utile. Quelque chose comme le RSA, en effet, ne correspond plus à la réalité : sauf si vous passez directement du RSA à un CDI, ce qui n'arrive quasiment jamais, vous n'avez en général aucun intérêt à travailler, parce qu'en fin de compte vous y perdez. Sans compter le fait que si vous quittez le RSA, il faut ensuite refaire des démarches pour le toucher à nouveau, si vous en avez besoin, et que durant toute la période où vous en êtes bénéficiaires, vous êtes constamment contrôlé. Dans notre groupe de travail,

---

4. « Why Surfers Should Be Fed: The Liberal Case for an Unconditional Basic Income », *Philosophy and Public Affairs*, vol. 20, n°2 (Printemps 1991), p. 101-131.

---

nous avons ainsi des gens au RSA qui nous expliquent que le revenu universel ne changera pas grand-chose pour eux financièrement, mais qu'il changera pourtant toute leur vie. Pourquoi ? Parce que ce revenu leur permettrait de se reprendre en main et chercher un travail, alors qu'actuellement, sauf CDI miracle, ils craignent de reprendre un travail de peur de perdre leur allocation, et vivent mal les humiliations et les contrôles qui découlent de la conditionnalité du RSA. Je crois donc que, dans un monde ubérisé, dans un monde de *slashes*, le revenu universel est, en effet, d'autant plus utile. Mais cela n'enlève rien au fait qu'il se justifie indépendamment des transformations du travail.

**Alexis Feertchak** : L'intérêt du revenu universel est d'abord qu'il permet de poser la question du travail. Dans le débat public, celle-ci est tout de suite rabattue sur celle de l'emploi et du chômage. Or l'un des principaux problèmes est celui de la place que nous accordons au travail dans notre société. Car, comme vous l'avez remarqué, pour nous, le travail n'est pas simplement ce qui nous permet de vivre. C'est un fait social total qui détermine notre position sociale, notre capacité économique, notre emploi du temps quotidien – et il s'agit là, contrairement à une idée répandue, d'une invention relativement récente.

Avec sa proposition de revenu universel, Benoît Hamon visait ainsi, au départ, à répondre aux défis que posent les formes contemporaines de travail. Mais on sait qu'après les primaires le candidat socialiste a abandonné cette approche pour, en fin de compte, adopter une version très édulcorée du revenu universel, devenu un simple instrument de redistribution, une sorte de RSA élargi.

La question est donc celle du travail et, pour commencer, de l'éventuelle « fin du travail » si souvent annoncée. Encore faut-il s'entendre sur ce que signifie cette expression. La fin du travail, le plus souvent, renvoie à l'idée d'une raréfaction de l'emploi engendrée par le progrès technologique contemporain. Mais je crois qu'il faut comprendre aussi cette expression dans un second sens : l'éventuelle fin du partage entre vie privée et vie professionnelle. En effet, de manière paradoxale, au moment même où l'emploi est censé se raréfier, celui-ci envahit de plus en plus l'ensemble de la vie des individus, non seulement quantitativement, mais même qualitativement, puisque les normes d'efficacité, de rationalité, de performance s'appliquent désormais à tous les aspects de la vie

---

quotidienne. Nous avons parachevé un mouvement entamé dès la taylorisation, car comme le remarque Rifkin, avec celle-ci : « le dogme de l'efficacité était même importé jusque dans les zones les plus intimes de la vie quotidienne. En 1912, cette manie atteignit le foyer avec la publication d'un article du *Ladies' Home Journal* intitulé "Le nouvel art de la maîtresse de maison". Son auteur (...) informait les ménagères de l'Amérique tout entière qu'il était temps de rendre les tâches ménagères plus efficaces et plus productives.»<sup>5</sup> Dominique Méda, dans une de ses petites synthèses sur le travail, se pose ainsi la question de la façon de le définir : faut-il le comprendre de manière étroite ou de façon extensive, à la façon de la Commission européenne qui, je cite Méda, « Dans un de ses rapports (...) écrivait que le travail est "toute action finalisée" »<sup>6</sup> ? Le problème de cette seconde option est qu'elle aboutit à ne plus faire aucune différence entre le travail et le reste de la vie. Or l'indistinction des deux pose manifestement problème. Une récente étude de la CFDT<sup>7</sup> montre ainsi que si les Français aiment bien leur travail, ils éprouvent néanmoins une grande souffrance, et qu'une des principales demandes des Français est une meilleure séparation de la vie professionnelle et de la vie privée – le numérique et la connexion permanente ayant évidemment plutôt tendance à effacer la frontière entre les deux.

Pour en revenir à Rifkin, sa thèse est finalement assez simple :

1. la technologie augmente la productivité, diminue le nombre d'emplois, et aboutit donc un chômage massif ;
2. contre la réponse schumpétérienne classique consistant à dire que des emplois nouveaux se substitueront aux emplois détruits, le phénomène de « déversement », pour reprendre l'expression d'Alfred Sauvy, le déplacement des emplois dans un nouveau secteur, ne fonctionne plus.

Un problème se pose alors, selon moi, aux partisans libéraux du revenu universel : le risque que celui-ci, couplé à la « fin du travail », ne favorise l'émergence d'une nouvelle aristocratie. Michel Rocard, qui a préfacé l'édition française du livre de Rifkin, avait parfaitement perçu le danger : « [La] question majeure, écrivait-

---

5. J. Rifkin, *La fin du travail*, trad P. Rouve, Paris, La Découverte, Poche, 2006, p.83.

6. D. Méda, *Le travail*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 4<sup>e</sup> éd., 2010, p. 25.

7. On peut consulter les résultats de cette enquête sur : <https://analyse.parlonstravail.fr>



---

il, revient à se demander si le progrès technique tel que nous le connaissons aujourd'hui peut se faire sans produire une société duale. Si non, l'avenir est sombre aussi pour les pays émergents. »<sup>8</sup>

Vous proposez par exemple de mettre en place une *flat tax*, et donc de supprimer la progressivité de l'impôt, avec corrélativement un crédit d'impôt universel. Mais il me semble qu'il y a là un risque – quelles que soient les justifications philosophiques, tout à fait passionnantes, du revenu universel, par exemple, l'idée de sortir d'une société fondée sur le travail. En effet, ce crédit d'impôt sera très important dans le revenu des personnes pauvres, qui y seront attachées, mais tout à fait marginal pour les riches, qui toutefois s'estimeront quittes grâce à lui. Une coupure de plus en plus nette entre ceux qui auront accès au travail et les autres est probable : tout cela risque d'aboutir à la société duale dénoncée par Michel Rocard il y a maintenant 20 ans, et de nous ramener à des débats classiques concernant la redistribution.

Cela m'amène au problème de l'individualisme et de son intrusion dans la sphère sociale. Il n'est pas spécifique au revenu universel. Dans le cas des retraites, on sait que notre système est fondé sur un principe de solidarité entre générations auquel nos concitoyens semblent fortement attachés mais qui est remis en cause par une large part de la classe politique. La question de l'individualisme me semble néanmoins particulièrement importante pour le sujet qui nous occupe. Il semble que le message soit le suivant : vous avez telle somme tous les mois, maintenant débrouillez-vous, la société n'a plus à vous couvrir. Il y a là une forme d'individualisme qui risque d'engendrer un désengagement de l'État. Cela me semble d'autant plus possible qu'il sera assez simple, en prétextant par exemple du contexte macroéconomique ou de contraintes budgétaires, de fixer à la baisse le montant du revenu universel (ou, dans le cas d'une retraite par point, la valeur de celui-ci et donc le montant des prestations). On le voit très bien avec le discours de Benoît Hamon : dans l'entretien donné au *Monde* le 9 mars, qui est le moment où il a véritablement changé de braquet concernant le revenu universel, Hamon conclut en disant qu'il veut bien mettre en place dans un second temps le – vrai – revenu universel, mais que les modalités dépendront

---

8. J. Rifkin, *op. cit.*, p. VIII.

---

de la trajectoire des finances publiques. Il y a là un principe de réalité appréciable, certes, mais je crains que dans un système unifié, unique, où on donne à tous la même somme, il ne soit plus simple pour le gouvernement d'orienter à la baisse le montant de cette prestation, d'autant que, pour les riches, celui-ci n'aura à peu près aucune importance.

**Gaspard Koenig** : Sur le premier point, le travail, la réponse est claire, et Foucault l'avait très bien exprimée : le revenu universel est une manière de donner le choix entre travail ou non-travail. Il implique donc d'éliminer le travail comme valeur sociale architectonique qui s'imposerait aux individus. Cela s'inscrit parfaitement dans une vision libérale : la société n'a pas à imposer de valeurs communes, et si la collectivité doit corriger les externalités négatives, elle n'a pas à promouvoir une quelconque valeur, fût-ce le travail. C'est précisément ce que permet le revenu universel. Avec lui, ceux qui font le choix de travailler, qui auront par conséquent davantage de revenus, une carrière, pourront le faire. Mais vous aurez également la possibilité, si vous avez d'autres valeurs, d'être, par exemple, surfeur à Malibu. Le revenu universel permet d'avoir le choix. Il vous donne la possibilité de survivre dans la dignité, quelle que soit la vie que vous aurez choisie. En ce sens, le revenu universel garantit l'exercice du libre arbitre, parce qu'il permet de dénouer la contrainte économique. Ceci implique, corrélativement, qu'il ne sera plus légitime d'interdire telle ou telle activité parce que les individus seraient contraints économiquement et n'auraient, en réalité, pas le choix. La mise en place d'un revenu universel a donc aussi des effets sur des questions comme la GPA ou la prostitution, qu'on interdit parce qu'on a peur que les gens qui s'y livrent le fassent sous la contrainte économique.

Les choix deviennent ainsi volontaires, d'autant plus que vous donnez aux individus un pouvoir de négociation. Si on vous propose de curer des toilettes pour seulement 3 ou 4 euros de l'heure déduction faite des frais de transport, le revenu universel vous permettra de refuser et donc de disposer d'un meilleur pouvoir de négociation relativement aux emplois les moins qualifiés.

En ce qui concerne le burn-out, et le partage qui s'amenuise entre vie professionnelle et vie privée, je crois qu'il s'agit d'un problème réel, mais assez éloigné de la question du revenu universel. Il est évident que beaucoup voient leur

---

vie privée entièrement phagocytée par le fait d'être en permanence connectés et sollicités professionnellement. Mais, après tout, il existe maintenant un droit à la déconnexion, reconnu par la loi. Et je crois surtout qu'il s'agit bien souvent d'un problème d'auto-discipline : il faut apprendre à se déconnecter, à faire une coupure le week-end et pendant les vacances. Peut-être même faudrait-il éduquer à la déconnexion. Mais, je le répète, ce problème ne me semble pas lié au revenu universel en tant que tel.

J'en viens maintenant à vos autres objections, qui recouvrent à peu près l'ensemble des objections les plus pertinentes au revenu universel.

Tout d'abord, la question de la redistribution. Paine, qui développe dans *La Justice agraire* ce que j'appellerais une version compensatoire du revenu universel, a une phrase formidable : « Je ne me soucie pas de savoir si certains sont riches, du moment que personne n'est pauvre en conséquence. » J'en profite pour dire un mot de la position de Paine. Celle-ci est assez originale, puisqu'elle tente de concilier Locke et Rousseau. Du second, Paine retient en effet que l'égalité est première et que l'inégalité est un viol originel et illégitime de cette égalité de nature. Mais Paine pense avec Locke que l'accumulation de richesses, par le travail, est un processus légitime et vertueux. Paine essaye donc d'accommoder les deux au moyen d'un revenu universel de nature compensatoire : ce revenu dédommage la perte de l'égalité originelle, tout en permettant, en échange, de continuer le processus de civilisation par l'accumulation de capital et la différenciation des talents.

Ce petit rappel fait, en quoi la phrase de Paine me semble-t-elle importante ? Elle montre très clairement que le revenu universel sert à lutter contre la pauvreté, pas contre les inégalités. Lutte contre la pauvreté et lutte contre les inégalités sont en effet deux choses très différentes, et il faudrait vraiment arrêter de systématiquement parler de « lutte contre la pauvreté et les inégalités ». À force de vouloir lutter contre les inégalités, on a oublié de lutter contre la pauvreté. Inversement, lutter contre la pauvreté ne signifie pas nécessairement lutter contre les inégalités.

Prenons l'exemple du LIBER. Celui-ci induit *de facto* un effet redistributif. Car pour redonner à certains, il faut bien prendre à d'autres. Mais cette redistribution

---

n'est pour nous qu'un moyen, pas une finalité. L'objectif, c'est la lutte contre la pauvreté.

J'irai même un peu plus loin. Il y a une idée que j'aime beaucoup chez Van Parijs, c'est celle d'*envy-freeness* : l'absence d'envie. Dans une société où chacun est autonome, où chacun a le sentiment d'avoir assez pour faire ses propres choix, où chacun peut décider de se contenter de peu, comme le surfeur de Malibu, ou de faire carrière, comme cadre par exemple, l'idée d'un référentiel commun, d'une échelle commune de valeurs, et donc, en fin de compte, l'idée même d'inégalité, s'évanouissent. Parler d'inégalité suppose en effet une unité de mesure commune à laquelle se rapporter pour dire que quelqu'un, ou un groupe, a plus que d'autres. Aujourd'hui, ce référentiel, c'est le plus triste de tous, l'argent. Mais si vous avez le sentiment que vous vous accomplissez dans votre vie, en fonction de vos valeurs, si, par exemple, vous êtes content en vivant à la manière du surfeur de Malibu, alors le fait qu'il y ait par ailleurs des cadres avec un 200m<sup>2</sup> à Paris ou New York ne fait aucune différence pour vous. Plus fondamentalement, cette différence entre vos vies n'est pas un rapport d'inégalité, parce qu'en fin de compte elle résulte de deux choix de vie hétérogènes, fondés sur des socles de valeurs différents.

Je crois donc, premièrement, que le revenu universel a pour fonction de traiter la pauvreté, et non les inégalités. Deuxièmement, en allant encore plus loin, en passant de Friedman à Van Parijs, que le revenu universel a pour fonction, en un sens, de dissoudre l'idée même d'inégalité, de faire en sorte qu'elle n'ait plus d'objet.

En conséquence, le reproche consistant à dire que le revenu universel risque d'aboutir à une société duale devient sans objet. Car au lieu d'une société duale, nous aurons en fait une société multiple, avec des gens qui auront des niveaux de revenus extrêmement variés, des préférences et des choix de vie très divers, sans que cela pose problème puisque le fait que ces choix auront été faits de manière autonome, grâce au revenu universel, supprimera l'envie. Je rappelle en outre que, dans la version proposée par Van Parijs, le revenu universel correspond au maximum soutenable, et qu'il peut donc augmenter à mesure que la société s'enrichit. On évite ainsi d'avoir des pauvres au minimum vital et par-dessus une classe de super-riches.

---

Je voudrais par ailleurs rectifier un point : notre système est, en fait, progressif. Certes, la *flat tax* que nous proposons est proportionnelle. Mais dans la mesure où vous avez aussi un crédit d'impôt fixe, l'ensemble du système devient progressif. Mettons que mon revenu soit de 2 000 euros par mois, la *flat tax* de 25 %, et le crédit d'impôt de 500 euros. C'est à peu près nos chiffres. Au total, je ne touche et ne paye rien. Mon taux d'imposition réel est donc de 0 %. En revanche, si mon revenu est d'un million, je paye 250 000 euros d'impôts, moins les 500 euros que je touche au titre du crédit d'impôt. Autrement dit, mon impôt est de donc 249 500 euros, c'est-à-dire un taux d'imposition réelle très proche de 25 %. Il y a donc une progressivité dans notre système, de 0 à 25 %, avec une convergence à l'infini vers 25 % sans jamais l'atteindre puisqu'il y aura toujours les 500 euros du crédit d'impôt.

**Alexis Feertchak** : Ce n'est pas très progressif...

**Gaspard Koenig** : Mais ça l'est – alors que par ailleurs la progressivité ne présente pas d'intérêt particulier pour nous, puisque notre but n'est pas de lutter contre les inégalités, mais contre la pauvreté réelle. On constate ainsi, quand on fait une simulation sur l'ensemble de la population française, que notre dispositif ne bouleverserait pas l'architecture actuelle de la redistribution en France, au sens où tout d'un coup certains recevraient beaucoup plus et d'autres perdraient beaucoup. À la marge, les pauvres touchent un peu plus et les riches paient un peu plus : ainsi, les ménages du premier décile toucheraient 150 euros de plus, et ceux du dernier décile paieraient 4 % de plus.

Nous avons en effet déjà beaucoup de redistribution en France, ce qui fait que notre pays est un bon candidat pour le revenu universel. Les sommes, les transferts, sont déjà là. C'est ce que dit François Bourguignon quand il affirme que le revenu universel existe déjà en France. Il ne reste qu'à rationaliser l'existant, à le simplifier. Notre proposition de revenu universel ne nécessite ainsi aucune augmentation du niveau de fiscalité global dans notre pays.

En ce qui concerne l'individualisme, c'est un aspect parfaitement assumé du dispositif. Mais je voudrais tout de suite préciser que cela n'implique pas une société d'êtres égoïstes renfermés sur eux-mêmes. Déjà, pour des raisons conceptuelles.

---

Popper disait qu'il fallait distinguer l'opposition entre individualisme et collectivisme de celle entre égoïsme et altruisme<sup>9</sup>. Et il ajoutait que chaque terme pouvait se combiner avec chacun des termes de l'autre opposition. On peut donc être individualiste et égoïste, certes, mais aussi individualiste et généreux, comme on peut être collectiviste et égoïste. L'individualisme ne se confond donc pas avec l'égoïsme. Mais, plus profondément, je crois que le revenu universel donne justement à l'individu la possibilité d'être généreux et de s'associer aux autres de manière volontaire. Car grâce au revenu universel, il est toujours possible à un individu de quitter son employeur, son milieu, sa famille. Celui qui ne le fait pas a donc choisi volontairement de rester attaché à ce milieu, cette personne, sa famille. Il ne l'a pas fait parce qu'il était soumis à la nécessité. Les relations sociales seront donc volontaires, parce que, grâce au revenu universel, elles auront été affranchies de la contrainte économique. Une femme ne restera plus avec son mari, un employé avec son patron, par peur d'être à la rue. Je crois donc que la société du revenu universel est en effet une société individualiste, mais qu'elle est aussi, contrairement à ce qu'on pourrait croire, en raison même de cet aspect individualiste, une société beaucoup plus humaine, où le lien social sera beaucoup plus authentique que dans la société actuelle où il est, bien souvent, contraint.

Enfin, vous avez suggéré que le revenu universel risquait de favoriser un désengagement de l'État. Je vous répondrai deux choses. La première, c'est que quelqu'un comme Friedman avait exactement la peur inverse : selon lui, le système ne pouvait fonctionner que si la société faisait preuve de *self-restraint*, de tempérance. Le risque, pour Friedman, c'était que, tout d'un coup, la collectivité décide de porter le revenu de base à des niveaux insoutenables. Donc le raisonnement peut être tenu dans les deux sens.

Or ce qui est intéressant, dans le système que nous proposons, avec *flat tax* et crédit d'impôt, c'est que chacun est pris par l'impôt dès le premier euro. Car s'il est envisageable d'avoir un système de revenu universel intégrant une dose de progressivité dans la taxe, même si, à titre personnel, je m'y oppose, en revanche l'impôt doit impérativement être appliqué dès le premier euro. C'est ce

---

9. *La société ouverte et ses ennemis*, t.1 « L'ascendant de Platon », trad. J. Bernard & P. Monod, Paris, Seuil, 1979, p. 89-90.

---

qui permet d'éviter les effets de seuil, les trappes à pauvreté ou à SMIC. Nous n'en avons pas parlé, mais c'est très important : le système que nous défendons s'oppose à l'assistanat, parce que celui qui travaille touche toujours plus que celui qui ne travaille pas. Notre système ne désincite pas au travail – mais il n'incite pas non plus au travail, de manière à ce que le politique soit neutre relativement au choix de chaque individu entre le travail ou non-travail.

Le revenu universel, de ce point de vue, devrait aussi convenir à la droite. Pour ceux qui sont à gauche, on peut mettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté. Pour les électeurs de droite, ce sur quoi il faut insister, c'est que le revenu universel n'est pas un assistanat, qu'il ne décourage pas le travail, et que si tout le monde reçoit, tout le monde paye aussi, ce qui est une façon de responsabiliser les citoyens : augmenter le revenu universel signifie aussi augmenter l'impôt qui lui est associé afin d'assurer l'équilibre financier du dispositif. En conséquence, à part peut-être les plus démunis, les citoyens n'auront pas nécessairement intérêt à ce qu'on augmente le revenu universel, parce que cela ferait augmenter leur taux d'imposition.

Ma deuxième réponse concernant la question de désengagement de l'État, c'est qu'en effet, le revenu universel fait perdre du pouvoir aux responsables politiques, et que c'est très sain. Je m'explique. Si l'on adopte la version friedmanienne du revenu universel, le montant de celui-ci doit être fondé sur un calcul de la pauvreté réelle. Je reviendrai dans quelques instants sur ce point, mais ce que je souhaite souligner maintenant, c'est qu'une fois ce montant défini, le prélèvement de l'impôt par le biais de la *flat tax*, et le versement du crédit d'impôt inconditionnel, se font de façon mécanique. Autrement dit, le dispositif échappe à l'emprise du politique, et permet notamment d'éviter les manipulations électoralistes. Car quand Manuel Valls dit avoir sorti près de 2 000 000 de ménages de l'impôt, par exemple, cela me semble vraiment poser problème : ce type de déclarations implique que l'on peut à son gré sortir des personnes de l'impôt, ou les y faire rentrer, et en fin de compte manipuler les groupes en fonction d'intérêts électoraux. Avec le revenu universel, les choses sont nettes : une fois le montant fixé, cette partie de la fiscalité – parce qu'il ne s'agit bien entendu que d'une partie de la fiscalité, qui ne couvre évidemment pas l'ensemble des besoins de financement de l'État – sort des mains du politique qui n'est plus là à donner des subventions à tel ou tel, à augmenter

---

les minima sociaux pour tel ou tel, ou à les faire rentrer ou sortir de l'impôt. Et c'est bien en partie ce qui inquiète les responsables politiques. Je me rappelle que la première question qui m'avait été posée par une sénatrice lorsque nous avons présenté le revenu universel à une commission du Sénat sur le sujet a été de me demander ce qu'allaient devenir les conseils départementaux. Parce que ceux-ci, pour l'essentiel, gèrent les CAF. Donc si on supprime, avec le revenu universel, le RSA et les allocations familiales, les conseils départementaux ne serviront plus en effet à grand-chose. Le fond de ma pensée est que ce serait peut-être l'occasion rêvée de supprimer, enfin, les départements. Mais le point sur lequel je veux insister, c'est que le revenu universel ôte en effet du pouvoir au politique. Ce filet de sécurité que constitue le revenu universel, c'est la société qui se l'assure, sans besoin de passer par un intermédiaire qui en déterminerait le niveau en fonction d'intérêts souvent peu avouables.

Je voudrais, pour finir, revenir sur la question de la pauvreté. Le revenu universel, dans sa version friedmanienne, doit correspondre à la somme nécessaire pour échapper à la pauvreté réelle – ce qui est nécessaire pour survivre, indépendamment des revenus des autres. Il faut donc avoir une méthodologie pour la calculer, c'est-à-dire pour déterminer de combien un individu a au minimum besoin pour couvrir ses besoins fondamentaux : nourriture, habillement, énergie, transport, communication – je mets à part le problème du logement. Or le problème est que nous n'avons pour l'instant en France que très peu d'études sur la pauvreté réelle, et pour une raison simple : nous sommes focalisés sur les inégalités, si bien, par ailleurs, que le seuil de pauvreté n'est en fait qu'un seuil d'inégalité, puisqu'il est calculé par rapport au revenu médian. Nous avons, pour notre part, retenu le chiffre de 480 euros, en nous appuyant sur une étude du Secours catholique<sup>10</sup>. Ce chiffre est par ailleurs cohérent avec le montant du RSA ou avec la somme minimale qu'une banque doit vous laisser en cas de compte bloqué. Il n'empêche qu'il existe très peu d'études scientifiques sur la pauvreté réelle, parce que l'idée de pauvreté réelle s'accorde mal avec un cadre de pensée, à gauche notamment, qui considère la pauvreté comme quelque chose de toujours relatif, à penser en terme d'inégalité, avec l'argent, finalement, comme mesure de toutes choses.

---

10. [http://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/IMG/pdf/Statistiques-accueil-2009-rapport\\_1.pdf](http://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/IMG/pdf/Statistiques-accueil-2009-rapport_1.pdf), voir en particulier la section 3.3.1 : « Les dépenses contraintes ou "rigides" », p.20-25.



---

**Alexis Feertchak** : Je voudrais revenir sur l'idée que le revenu universel, parce qu'il donne à chacun la possibilité de choisir son mode de vie, permettrait d'éradiquer l'envie. Cela me fait penser à la célèbre distinction chez Rousseau entre amour de soi et amour-propre. Le premier n'a trait qu'à soi-même ; il est aisé à contenter ; c'est le sentiment naturel qui porte chacun à se préserver et à satisfaire ses besoins fondamentaux. Le second naît en société ; il se nourrit de l'opinion que les autres ont de nous-mêmes et de la comparaison que nous faisons entre eux et nous ; il est pour cette raison précaire et toujours insatisfait. Vous n'appréciez probablement pas beaucoup Rousseau, mais je pense néanmoins que le psychologue social, à défaut du philosophe politique, est ici assez utile. Je vois assez bien comment le revenu universel pourrait permettre de satisfaire l'amour de soi. Chacun aurait la même somme pour accomplir ce qu'il veut vraiment faire au fond de lui. Mais j'ai du mal à voir en revanche comment le revenu universel pourrait nous faire satisfaire ce désir de comparaison permanent entre soi et autrui décrit par Rousseau quand il parle de l'amour-propre, et qui me semble très profondément enraciné dans notre société. Dans une société duale, où l'immensité des oisifs vivrait du revenu universel et où quelques privilégiés disposeraient d'un capital culturel suffisant pour travailler, je crains même que le revenu universel, en étant à la base du fonctionnement de cette société, n'aggrave l'envie, la jalousie, le ressentiment, bref l'amour propre entre ceux pour qui le revenu universel sera une nécessité et ceux pour qui il n'en sera rien. Mais il y a là un questionnement beaucoup plus global qui est celui, non pas des conditions de mise en œuvre du revenu universel, mais de la forme de société dans laquelle il s'inscrit.

Il a aussi été question de la peur qui, en fait, anime les milliardaires de la Silicon Valley. Elon Musk est à ce titre tout à fait intéressant et représentatif : c'est en effet quelqu'un qui est extrêmement conscient des menaces, notamment environnementales, qui pèsent sur la planète, et on pourrait dire qu'il est ce que Jean-Pierre Dupuy appellerait un « catastrophiste éclairé », quelqu'un qui prophétise la catastrophe pour la réduire. Musk cherche sans cesse à identifier les menaces. Quand il parle de son projet d'envoyer des hommes sur Mars, par exemple, il rajoute souvent que c'est pour être prêt au cas où la Terre ne pourrait plus nous accueillir. Peter Thiel, de ce point de vue, est certainement le plus radical. Je me rappelle d'un entretien absolument passionnant qu'il avait donné à *Philosophie Magazine*. Thiel expliquait que, comme homme d'affaires, il était

---

fondamentalement apocalyptique, et qu'il portait un regard très ambivalent sur la technologie, comme René Girard, dont il avait été l'élève à Stanford, au sujet de la violence et du sacré. Sans remettre en cause la technologie – c'est après tout l'un des leaders de la Silicon Valley, et un libertarien assumé – Thiel est en même temps absolument catastrophé par son pouvoir destructeur, par la violence inouïe qu'elle peut engendrer, notamment une augmentation insoutenable des inégalités. Vous avez opposé lutte contre la pauvreté et lutte contre les inégalités. Le problème est que dans le monde actuel, si la pauvreté se réduit, les inégalités augmentent...

**Gaspard Koenig** : Mais c'est très bien...

**Alexis Feertchak** : Sauf que cela pose un problème, parce que les inégalités peuvent engendrer beaucoup plus de violence que la pauvreté, précisément parce qu'elle repose sur la tendance des hommes à se comparer et à se mesurer entre eux. On tombe rapidement de la concurrence à la violence – ce dont ont conscience les gens de la Silicon Valley dans un milieu particulièrement rude où les entreprises peuvent disparaître aussi vite qu'elles sont apparues, où les inégalités explosent entre les quelques élus et l'immense majorité des startupers qui échouent. Les champions de la sillicolonisation du monde, pour reprendre le concept d'Eric Sadin, ont conscience, plus que d'autres acteurs économiques, familiers de modes d'organisation plus classiques, du degré extrêmement élevé de violence notre système économique actuel peut aboutir, et je ne suis pas sûr que le revenu universel, vu comme une sorte de réaction destinée à enrayer cette évolution, soit à la hauteur.

Il en va de même concernant la destruction des emplois. On dit souvent que l'économie du savoir permettra de compenser les emplois condamnés à disparaître dans les services. Je n'en suis pas certain, et j'ai peur que l'on arrive en fin de compte à une société duale, avec une augmentation des inégalités économiques et, en fin de compte, un décrochage entre, d'un côté, une élite ultra-qualifiée qui aura de l'emploi parce que le travail qu'elle fournit ne pourra pas être fait par des machines, et de l'autre tous ceux qui dans les faits ne pourront plus avoir d'emploi. Le revenu universel est censé donner le choix, mais je crains qu'en réalité ce choix soit biaisé. Chacun pourra, en théorie, choisir entre travailler, d'une part, ou être surfeur et faire de l'associatif, d'autre

---

part. Mais, en réalité, une grande majorité de gens n'aura pas le choix, parce qu'elle n'aura de toute manière pas accès à l'emploi, étant donné qu'elle ne sera pas suffisamment qualifiée pour participer à l'économie du savoir.

Enfin, et je terminerai là-dessus, peut-être faudrait-il se demander pourquoi il y aujourd'hui autant de souffrance au travail alors que le temps et les conditions matérielles de travail n'ont jamais été aussi favorables aux travailleurs, pourquoi encore l'on ressent le besoin de créer un revenu universel pour sortir de l'aliénation du travail ? Plutôt que de penser que le revenu universel libérera l'homme du travail – vieux rêve qui remonte à l'antiquité – peut-être faudrait-il d'abord affronter les maux qui touchent aujourd'hui les activités du travail et le fonctionnement des organisations. Nous devrions vraiment nous demander pour quelle raison aujourd'hui tant de personnes sont attirées par l'oisiveté. Celle-ci n'est pas un mal en soi, mais il est quand même frappant de constater qu'alors que depuis un siècle le temps de travail a considérablement diminué dans le monde occidental, il semble que l'emploi engendre ces dernières années de plus en plus de souffrance et de rejet. C'est particulièrement vrai de notre génération, où des étudiants qui sortent d'écoles de commerce, des CSP+, ne veulent plus aller travailler dans des grands groupes ou faire du consulting, et sont prêts à faire des sacrifices considérables en matière de revenu. Pourquoi ? Parce que, comme le décrit très bien Pierre-Yves Gomez dans son essai *L'intelligence du travail*, ils souhaitent faire quelque chose qui ait du sens. Des cadres, par exemple, quittent leur emploi parce qu'ils sont pris dans des *process* dont ils ne voient ni le début, ni la fin, et se tournent vers des métiers socialement moins valorisés, maraîcher, menuisier, etc., parce que, disent-ils, ils voient leur travail...

**Gaspard Koenig** : Mais cela montre bien que le travail ne va pas disparaître...

**Alexis Feertchak** : Certes, mais la question néanmoins est de savoir si le retour à ces métiers traditionnels ou au contraire la création de nouveaux emplois liés à l'économie du savoir vont compenser les destructions d'emploi...

**Gaspard Koenig** : On ne peut vraiment pas anticiper...

**Alexis Feertchak** : On peut tout de même se demander si le système productif actuel nous pousse à consommer ces produits.

---

**Gaspard Koenig** : C'est de plus en plus le cas.

**Alexis Feertchak** : Prenons le cas par exemple, dans la capitale, des maraîchers qui reviennent à la mode. Ces produits sont meilleurs que dans les supermarchés mais ils ont aussi un prix élevé.

**Gaspard Koenig** : Mais il y a maintenant des circuits courts qui sont même moins chers.

**Alexis Feertchak** : Certes, mais il faudra voir ce que donnent ces circuits courts à grande échelle pour nourrir toute une population. Au delà, le fond du problème est que les gens ne voient plus de sens à leur travail. Hannah Arendt distinguait, dans *La condition humaine*, le travail, l'œuvre, et l'action. Le premier subvient aux besoins biologiques de l'être humain, et son produit est destiné à être sans cesse consommé et renouvelé. L'œuvre, elle, renvoie à l'activité consistant à créer les objets artificiels composant un monde humain qui perdure au-delà des individus. L'action, enfin, la plus noble, est directement en prise avec les autres êtres humains, et ouvre le domaine du politique et de l'Histoire. On voit bien que ce qui a tendance à être détruit par le progrès technologique, c'est le travail dans le sens que donne Arendt à ce terme. L'évolution, décrite par Rifkin, vers un tiers secteur, une économie collaborative, sociale, nous rapprocherait de l'œuvre et de l'action. Mais je crains que, dans les faits, seule une minorité profite de cette transition, qu'il ne soit pas possible de remplacer tout ce qui actuellement relève du travail. Le revenu universel peut y contribuer, mais je crois que c'est une gageure que d'étendre très largement le domaine de l'œuvre et de l'action.

**Gaspard Koenig** : Comme souvent, dans les débats sur le revenu universel, on a tendance à introduire dans la discussion tous les autres problèmes de politique publique – l'éducation, le niveau de qualification, par exemple. Ça permet de le critiquer, parce qu'on dit qu'il ne permettra pas de résoudre tel ou tel problème. Mais le revenu universel ne prétend pas être une solution à tout. Bien entendu qu'il existe une multitude d'autres questions qu'il ne permet pas de traiter. Mais il est absurde de l'accuser de maux dont il n'est pas responsable puisqu'il n'est pas encore là, et auxquels il ne peut répondre parce qu'il a une fonction déterminée...

---

**Alexis Feertchak** : Mais inversement, on a aussi tendance à en faire une recette miracle...

**Gaspard Koenig** : Ce n'est pas mon cas. Je soutiens que le revenu universel, dans la version friedmanienne que nous avons retenue à GenerationLibre, permet de lutter efficacement contre la grande pauvreté. Il constitue un filet de sécurité simple, sain, que les individus peuvent facilement anticiper. Mais je ne prétends pas que le revenu universel permettra de résoudre l'ensemble des problèmes de notre société. Et même sur le plan de la grande pauvreté, le revenu universel ne peut pas tout : il reste la question du logement, que le LIBER ne couvre pas, pour des raisons techniques que je ne peux pas développer ici, ou encore la question des retraites ou des dépenses de santé. Le revenu universel est une pièce qui peut s'avérer très utile pour faire reculer la pauvreté et promouvoir l'autonomie, mais il n'est que cela : il ne faut pas y voir un remède universel, ni le critiquer en lui reprochant de ne pas faire ce qu'il n'a pas vocation à accomplir.

Je vous répondrai de la même façon au sujet de l'économie collaborative et de l'économie du savoir. Là encore, je crois qu'il ne faut pas confondre le revenu universel avec des sujets qui, en fait, ne sont pas vraiment en rapport avec lui. Pour ma part, je considère que le terme d'« économie collaborative » est une tromperie : il s'agit en réalité, sous cette étiquette politiquement correcte, d'une économie ultracapitaliste, où chaque chose, votre voiture, votre appartement, un vêtement, etc., chaque segment de temps où vous ne l'utilisez pas, devient un capital à fructifier, et où chacun est sans cesse évalué par les autres. C'est donc, en réalité, un hypercapitalisme, ce qui pour moi est une chose positive, mais il en faut en être conscient : la soi-disant « économie collaborative » transforme ce qui n'était qu'objet de possession en capital, et elle accélère et étend le domaine de la concurrence. Mais, comme je l'ai dit, je ne crois pas que cela concerne directement le revenu universel, et il en va de même, à mon avis, concernant l'économie du savoir : cette question renvoie à une problématique plus large, celle de l'éducation. J'ai pour ma part des idées sur la question, mais c'est un autre débat.

Vous avez avancé l'idée que le revenu universel risquait de favoriser la mise en concurrence généralisée des individus. Mais je pense justement que le revenu universel permettra de choisir : si vous ne souhaitez pas entrer en concurrence

---

avec d'autres sur le marché du travail, le revenu universel vous autorisera à le faire. Il est important, en revanche, que le revenu universel soit couplé à un système de prix libres. Sinon, cela reviendrait à avantager certains, qui auraient à payer moins que le prix juste pour satisfaire leurs préférences, et à en pénaliser d'autres, qui de leur côté devraient payer plus. Cela reviendrait, sous l'apparence d'un revenu universel identique pour tous et neutre sur le plan des valeurs, à donner en réalité plus à certains et moins à d'autres en fonction de leurs préférences.

Un autre risque que vous avez évoqué, c'est celui de la montée des inégalités. Or il faut tout de même se demander quel est véritablement leur effet. Si l'on en croit Philippe Aghion, par exemple, qui en parle dans son cours au Collège de France, les États des États-Unis les plus inégaux, si l'on regarde les premiers 0,1 % de la population, sont aussi ceux où il y a le plus d'innovation et de mobilité sociale. La richesse de ces 0,1 % n'y a, en outre, pas d'effet sur la redistribution générale. Ce n'est pas parce que dix personnes gagnent des milliards que cela change fondamentalement la structure redistributrice d'une société. Il faut donc arrêter de fantasmer sur les milliardaires de la Silicon Valley – ou alors s'intéresser à de vraies questions, comme celle des data, que les grandes compagnies extorquent sans payer et qui constituent une source de profits considérable.

Enfin, que les gens cherchent un sens à leur travail me semble une très bonne nouvelle : cela veut dire que l'on sort de l'ère bestiale où les gens passaient leur vie à répéter des tâches mécaniques uniquement pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Le revenu universel s'inscrit parfaitement dans cette évolution, puisqu'il assure aux gens leur subsistance de manière à leur donner les moyens de mener l'activité qui a du sens pour eux. D'ailleurs, cette activité qui a du sens, c'est en effet, souvent, un travail devenu rare, voire qui était en passe de disparaître. On voit ainsi des diplômés qui quittent leur *bullshit job*, pour reprendre l'expression de David Graeber, pour aller travailler la terre, être artisan, etc. J'y vois un argument contre l'idée d'une fin du travail : il y aura demain de plus en plus de robots, mais peut-être aussi de plus en plus de cultivateurs, de cordonniers, que sais-je ? qui, en plus, le feront volontairement, parce qu'ils y verront un sens. Je ne doute pas non plus, de surcroît, que nous trouverons de nouvelles activités, et le revenu universel, précisément, peut y aider. Nous sommes en fait incapables d'anticiper ce que ce besoin de sens va créer – raison pour laquelle il me semble téméraire de parler d'une fin du travail.



---

# LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

## Dans la même collection

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy

## Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk



- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier et Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
- L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
- L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
- L'avenir des relations Franco-russes - S.E. Alexandre Orlov
- L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentile
- L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
- L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
- L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
- L'avenir du conflit entre chiïtes et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
- L'avenir de l'Iran - S.E. Ali Ahani
- L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
- L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
- L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
- L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
- L'avenir de la paix - Dominique de Villepin

## Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis :  
Quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien

## Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

## À PROPOS DU REVENU UNIVERSEL



Fondateur de « GenerationLibre », un think-tank fondé en 2013, Gaspard KOENIG est philosophe (ENS, agrégation, Columbia).

Il a travaillé précédemment au cabinet de Christine Lagarde à Bercy, et à la BERD à Londres. Auteur de romans et d'essais, il est chroniqueur hebdomadaire dans *Les Echos*.



Rédacteur en chef du journal *iPhilo* qu'il a fondé en 2012, Alexis FEERTCHAK est journaliste au *Figaro* après avoir été diplômé

de Sciences Po Paris et licencié en philosophie de l'Université Paris-Sorbonne dans le cadre d'un double cursus.

“ Du Revenu d'Existence (Yoland Bresson) à l'impôt négatif (Milton Friedman), en passant par le revenu minimum garanti (René Passet), l'idée d'attribuer à tout citoyen une part de la richesse commune gagne de plus en plus d'économistes.

Le grand public a découvert l'expression « revenu universel » à l'occasion de la campagne présidentielle de 2017 sans que lui soit exposé le sens et la portée du concept.

Présenté comme un moyen de lutter contre le chômage, modifié au fil du temps par le candidat du Parti socialiste qui en portait le projet, cette proposition a finalement été perçue comme un gadget social destiné à attirer l'électeur.

Si l'OCDE juge l'idée inefficace, Mark Zuckerberg, co-fondateur de Facebook, déclare que c'est une piste à explorer pour lutter contre les inégalités, fin mai 2017, devant les nouveaux diplômés de l'université d'Harvard.

Les réflexions de Gaspard Koenig et Alexis Feertchak mettent en évidence le caractère novateur et disruptif de cette innovation sociale au potentiel important.

Une innovation que l'on peut souhaiter ou rejeter mais en aucun cas ignorer.

Jean-Claude SEYS  
Président de l'Institut Diderot

La présente publication ne peut être vendue